

## INTERNATIONAL • CORONAVIRUS ET PANDÉMIE DE COVID-19

## Désarroi à la frontière entre la Moselle et l'Allemagne face aux restrictions : « J'ai l'impression de revenir des décennies en arrière »

En raison de l'évolution de la pandémie de Covid-19, l'Allemagne a de nouveau décidé de restreindre les passages à la frontière, au risque de compliquer la vie des habitants et d'exaspérer les dirigeants français.

Par Thomas Wieder (Moselle, Sarre, envoyé spécial)

Publié aujourd'hui à 09h58, mis à jour à 11h36 • Lecture 6 min.

Article réservé aux abonnés



La frontière entre la France (à gauche) et l'Allemagne (à droite). OLIVIER TOUSSAINT POUR "LE MONDE"

La menace planait depuis deux semaines, elle a fini par se concrétiser. Dimanche 28 février, l'Allemagne a annoncé qu'elle allait restreindre les passages à sa frontière en provenance du département de la Moselle, après le classement de celui-ci comme « zone de circulation des variants » du Covid-19 par l'institut de santé publique Robert-Koch. En pratique, cela signifie qu'à partir de mardi 2 mars toute personne venant de la Moselle ne pourra pénétrer sur le territoire allemand que munie d'un test négatif – PCR ou antigénique – datant de quarante-huit heures au maximum.

Contrairement à ce qui est le cas, depuis le 14 février, aux frontières avec le Tyrol autrichien et la République tchèque, aucun contrôle systématique ne sera cependant effectué le long des quelque 200 kilomètres qui séparent l'Allemagne de la Moselle, a assuré le gouvernement d'Angela Merkel. Une différence de traitement justifiée par le fait que les Länder concernés – la Sarre et la Rhénanie-Palatinat – ne l'ont pas demandé, à la différence de la Bavière et de la Saxe il y a deux semaines.

### **Lire aussi : En Allemagne, une troisième vague et des divergences sur les restrictions sanitaires**

Malgré cet engagement, la France regrette vivement la décision prise par l'Allemagne. « *C'est une mauvaise nouvelle que nous déplorons. La vie quotidienne des frontaliers va forcément devenir plus compliquée* », déclare au Monde Clément Beaune, le secrétaire d'Etat aux affaires européennes. Selon lui, toutefois, « *le pire a été évité* », à savoir l'installation de barrières blanc et rouge le long de la frontière, comme ce fut le cas, en mars 2020, quand le gouvernement allemand prit cette mesure du jour au lendemain et de façon unilatérale. « *Cette fois, il y a eu d'intenses discussions à tous les niveaux, à la fois entre Paris et Berlin et entre les élus de chaque côté de la frontière, ce qui nous permet d'arriver à une solution certes peu satisfaisante, mais tout de même plus acceptable qu'au printemps 2020* », estime Clément Beaune.

### **« Extrêmement déçu »**

Président de la région Grand-Est, Jean Rottner (Les Républicains) est moins diplomate : « *Il s'agit d'une décision rude et brutale de la part de l'Allemagne. C'est d'autant plus difficile à encaisser que le taux d'incidence en Moselle a reculé de 310 à 285 cas pour 100 000 personnes en une semaine et qu'un gros effort sur la vaccination a été fait avec l'injection de 30 000 doses de plus que ce qui était initialement prévu dans ce département* », s'indigne-t-il auprès du Monde. Très en colère, il estime que « *la décision du gouvernement allemand est davantage guidée par des considérations politiques que par une logique sanitaire* ». En comparaison, le taux d'incidence est de 73 cas pour 100 000 personnes dans la Sarre.

Sur place, c'est aussi l'amertume qui domine. « *Je regrette beaucoup que Berlin ait pris cette mesure de classement [de la Moselle en « zone de circulation des variants »], qui ne laisse que peu de latitude aux Länder limitrophes pour agir avec pragmatisme* », a réagi, dimanche soir, le secrétaire d'Etat aux affaires européennes du Land de Sarre, Roland Theis. Bien que membre de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'Angela Merkel, ce dernier condamne la décision prise par le gouvernement de la chancelière, assurant que la Sarre va « *plaider auprès du gouvernement fédéral pour que l'impact de cette mesure sur la population soit limité* ».

Côté mosellan, les mots sont à peu près identiques, même si personne n'a réellement été surpris par la décision allemande, trois jours après que la France a elle-même annoncé que les personnes venant d'Allemagne en Moselle, pour d'autres raisons que professionnelles, devraient désormais être pourvues d'un test négatif datant de soixante-douze heures.

« *Je suis extrêmement déçu. Même si nous avons été en partie entendus, en obtenant des Allemands qu'ils acceptent des tests antigéniques et pas seulement des tests PCR, que ceux-ci puissent dater de quarante-huit heures et non de vingt-quatre heures comme ils l'auraient souhaité, et que la police fasse des contrôles aléatoires et non pas sur la frontière elle-même, cela représente une contrainte très forte pour les dizaines de milliers de personnes qui traversent la frontière tous les jours* », confie Gilbert Schuh, président de l'eurodistrict SaarMoselle et maire de Morsbach, un petit bourg voisin de Forbach et limitrophe de l'Allemagne.

### **« Immense détour »**

Pour saisir la portée de ces nouvelles contraintes, il suffit de se rendre dans l'une des nombreuses entreprises dont l'activité se déploie de part et d'autre de la frontière. A l'instar de Floratec, une jardinerie-pépinière dont les bureaux se trouvent à Rehlingen-Siersburg, côté allemand, et l'entrepôt à Guerstling côté français.



En mars 2020, la mise en place de barrières sur la petite route de campagne qui sépare ces deux petites communes leur avait causé un « véritable choc », confie Rafael Carentz, le patron de cette société d'une quinzaine de salariés. « Pour aller du bureau à l'entrepôt, ça prend normalement moins de trois minutes. Du jour au lendemain, c'est devenu une expédition de presque quatre heures aller-retour, tout ça parce qu'on devait faire un immense détour pour trouver un des rares points de passage qui restaient ouverts entre les deux pays. »



Rafael Carentz est un pépiniériste allemand. Son entreprise s'appelle Floratec, il y a 14 ouvriers qui travaillent pour lui, dont 13 sont Allemands. L'entrepôt qui abrite les machines, matériels et les plantes se trouve à Guerstling en France. Le bureau de Rafael se trouve à 2 km, à Rehlingen-Siersburg en Allemagne. Le passage de la frontière se fait plusieurs fois par jour pour toute l'entreprise. OLIVIER TOUSSAINT POUR "LE MONDE"

Pour cet Allemand de 60 ans qui jongle aisément d'une langue à l'autre, le rétablissement de contrôles à la frontière, même moins stricts que lors de la « première vague », va « forcément perturber l'activité économique et la vie quotidienne ». Mais son inquiétude est plus profonde. « Enfant, j'ai grandi avec cette frontière qui fermait tous les soirs. Jeune adulte, j'ai assisté à son ouverture totale. Aujourd'hui, j'ai l'impression de revenir des décennies en arrière », dit-il avec un mélange de colère et de tristesse, en évoquant « des scènes qu'[il] pensai[t] ne plus jamais revoir ». Comme ce jour, il y a quelques mois, où il circulait côté français et où quelqu'un lui a crié : « Vous n'avez rien à faire ici ! La frontière est fermée ! »

## Centre de dépistage transfrontalier

Travailleurs pendulaires pris dans des embouteillages monstres, personnes âgées soudainement privées de visites, couples vivant un pied dans chaque pays et séparés du jour au lendemain... Des histoires comme celles-là, Christophe Arend peut en raconter des dizaines. Coprésident du bureau de l'Assemblée parlementaire franco-allemande, le député (La République en marche) de la 6<sup>e</sup> circonscription de la Moselle fait partie des élus qui se sont démenés, au printemps 2020, pour que Berlin rouvre des points de passage sur la frontière française.



Le député de la 6e circonscription de Moselle, Christophe Arend, et le maire de Sarrebruck, Uwe Conradt. OLIVIER TOUSSAINT POUR "LE MONDE"

Ces dernières semaines, il a de nouveau bataillé pour éviter de nouveaux contrôles. « Ici, il n'y a pas la France d'un côté et d'Allemagne de l'autre. Nous sommes un seul et même bassin de vie », explique-t-il de son bureau de Forbach, aux murs duquel sont accrochées plusieurs cartes des régions transfrontalières européennes. « Environ 140 millions d'Européens vivent dans une zone frontalière. C'est pourquoi ce qui se joue ici aujourd'hui est si important pour l'avenir même de l'Union européenne. »

Comme exemple de « coopération transfrontalière concrète », Christophe Arend cite le centre de dépistage en train de se monter à la Brême d'or, une zone commerciale à cheval sur la frontière, à quasi-équidistance de Forbach et de Sarrebruck. Vendredi 26 février, le député y avait rendez-vous avec Uwe Conradt, le jeune maire (CDU) de Sarrebruck, pour inspecter les lieux, à quatre ou cinq jours de la mise en route du centre.





Des tests auront lieu sous le chapiteau à partir de mercredi 3 mars, pour aider les transfrontaliers à passer la frontière entre l'Allemagne et la France. OLIVIER TOUSSAINT POUR "LE MONDE"

« L'idée est de dépister ici environ 500 personnes par jour, au moyen de tests antigéniques gratuits », expliquaient ce jour-là aux deux élus un membre du Technisches Hilfswerk, le service allemand de protection civile, responsable de la gestion du centre. Cinq cents personnes par jour ? Une jauge limitée mais suffisante tant que les frontaliers pouvaient circuler librement d'un pays à l'autre dans un rayon de 30 kilomètres. Mais ce n'est désormais plus du tout le cas : en demandant, à partir de mardi, un test datant de quarante-huit heures maximum à toute personne venant de Moselle, les autorités allemandes formulent une exigence qui, d'après le président de la région Grand-Est, pourrait se révéler intenable.

« Depuis quelques semaines, à cause des variants, on teste déjà énormément en Moselle. A ce stade, je ne vois vraiment pas comment on pourrait encore augmenter nos capacités », s'inquiétait Jean Rottner, dimanche soir, avant de lâcher : « Avec ce que nous demande l'Allemagne, je ne sais absolument pas comment on va s'organiser. »

## Notre sélection d'articles sur le Covid-19

Retrouvez tous nos articles sur le SARS-CoV-2 et le Covid-19 [dans notre rubrique](#)

### Sur l'épidémie :

- Visualisez l'évolution de l'épidémie [en France et dans le monde](#)